

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article1994>

Situation au Brésil : Déclaration de JEUNESSE REVOLUTION dans le combat pour la réduction des tarifs des transports

- Actualité -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : dimanche 23 juin 2013

Mis à jour le : dimanche 23 juin 2013

UGTG.org

Dans tout le pays : unité et démocratie pour la baisse des prix des transports publics !

Des milliers de jeunes sont sortis dans les rues ces derniers jours, manifestant dans plusieurs villes. Cette vague met en avant une question : les jeunes ne supportent plus la situation des transports publics, extrêmement mauvaise qualité, chers pour les citoyens et remis entre les mains des mafias des patrons qui cherchent à augmenter leurs bénéfices sur le dos de la population. C'est pourquoi ils exigent la réduction immédiate des tarifs.

Cela prouve que la jeunesse veut combattre pour son droit à un avenir digne. **Jeunesse Revolution**, organisation qui combat pour la défense des droits des jeunes, fait partie de ce combat.

Lors de la manifestation à São Paulo [13 juin, NdT], des milliers de jeunes ont été brutalement réprimés par la PM à la demande du gouverneur Geraldo Alckmim [PSDB, parti de l'ancien président F.H. Cardoso, NdT], ils ont été nombreux à être arrêtés sans aucune accusation. Cela a provoqué l'indignation de la jeunesse dans tout le pays, qui rejette la violence de la Police militaire, militarisée par décret sous la dictature, en 1969, et dont l'action violente à São Paulo et dans d'autres États a montré son mode opératoire : elle fait de même dans les banlieues, assassinant les jeunes noirs, démontrant l'urgence absolue de la démilitariser.

Maintenant, ce sont des dizaines de villes où des manifestations sont prévues, ainsi qu'une journée nationale de lutte jeudi prochain.

Nous disons : Haddad [le maire de São Paulo, membre du Parti des Travailleurs, NdT], qui a été élu pour balayer de la mairie la truculence de Kassab [l'ancien Maire, NdT], doit répondre immédiatement au mouvement.

Dans toutes les villes, il faut obliger les maires et gouverneurs à quelque parti qu'ils appartiennent à réduire les tarifs du transport, comme cela a déjà provisoirement été fait après les manifestations de Porto Alegre, Goiânia et dans d'autres villes. Et si les maires et les gouverneurs disent qu'ils n'en ont pas les moyens, Dilma Rousseff, [Président de la République, NdT] doit proposer un plan national d'urgence pour la réduction des tarifs.

En ce moment, la plus large unité de la jeunesse est nécessaire. Cette unité doit se construire avec tous les jeunes et leurs associations et organisations de tous types, même politiques et les partis, qui soutiennent la revendication de la réduction des tarifs, la question centrale des manifestations.

Il faut avancer dans l'auto-organisation des manifestations. Il est urgent de constituer dans chaque ville, à commencer par São Paulo, des assemblées générales et des comités des associations et organisations de jeunesse, où les syndicats des étudiants et les syndicats des lycéens, les Directeurs Centraux de Étudiantes-DCEs, União Estadual de Estudantes-UEE, União Nacional de Estudantes-UNE [syndicats d'étudiants au niveau de chaque université, de chaque État et au niveau national, respectivement, NdT], União Brasileira de Estudantes Secundaristas-UBES [syndicat national des lycéens, NdT], organisations politiques de jeunes et mouvements comme le Movimento Passe Livre-MPL, et aussi de groupes de hip-hop, pastoraux de la jeunesse etc., puissent, ensemble, finir démocratiquement l'organisation et la direction

des manifestations.

Aucune direction autoproclamÃ©e, comme le MPL, ni dÃ©signÃ©e par les autoritÃ©s, ne peut se substituer au mouvement.

Les manifestations doivent Ãªtre organisÃ©es. La meilleure dÃ©fense du mouvement contre les Ã©lÃ©ments incontrÃªlables et les provocateurs policiers est lâEuros"auto-organisation qui garantisse la sÃ©curitÃ©, au lieu de collaborer avec la police en leur remettant des vidÃ©os, comme lâEuros"a indiquÃ© la presse (OESP, 16/06).

Un combat pour la rÃ©duction immÃ©diate des tarifs commence. Il doit se poursuivre, pour que nous conquÃ©rions le Passe Libre Etudiant [carte de libre circulation gratuite pour les collÃ©giens et Ã©tudiants, NdT], et la nationalisation du transport public.

LâEuros"heure est donc Ã la plus large unitÃ© et Ã lâEuros"organisation pour obtenir la victoire!

A bas la rÃ©pression ! Fin des arrestations !

RÃ©duction immÃ©diate du prix des transports publics !

Passe Libre Etudiant tout de suite !

DÃ©militarisation de la PM !

17.06.2013,

Samedi 15 juin 2013 âEuros" GenÃ©ve Conseil National de Jeunesse RÃ©volution
GRECE

Huit jours qui ont Ã©branlÃ© le gouvernement Samaras

Correspondants

Antonis Samaras, le chef du gouvernement grec, vient dâEuros"Ãªtre contraint, par dÃ©cision du Conseil dâEuros"Etat, dâEuros"annuler sa dÃ©cision de fermer les radios et tÃ©lÃ©visions publiques de lâEuros"ERT. Une reculade qui souligne le degrÃ© atteint par la crise politique au sommet de lâEuros"Etat, et qui offre un sursis aux travailleurs dâEuros"ERT et au peuple grec, mobilisÃ©s depuis plus dâEuros"une semaine, exigeant la rÃ©ouverture immÃ©diate dâEuros"ERT. Revenons sur les huit jours qui ont Ã©branlÃ© le gouvernement Samaras.

La troÃ«ka arrive.

Le 11 juin, au lendemain de lâEuros"arrivÃ©e Ã AthÃ¨nes dâEuros"une dÃ©lÃ©gation de la troÃ«ka (le FMI, la Commission europÃ©enne et la Banque centrale europÃ©enne), qui est venue pour Ã©valuer lâEuros"avancÃ©e des rÃ©formes dans le secteur public qui ont pris du retard », le gouvernement grec annonce âEuros" sous la signature du Premier ministre, Antonis Samaras, membre du parti de droite Nouvelle DÃ©mocratie âEuros" la liquidation du groupe de radios et tÃ©lÃ©visions publiques ERT.

Le soir mÃªme, Ã 23 heures, la police ferme le principal Ã©metteur. Les programmes sâEuros"arrÃªtent immÃ©diatement. Les 2 700 salariÃ©s du groupe sont licenciÃ©s.

Les deux autres partis de la coalition gouvernementale, dont le parti Ã« socialiste Ã» Pasok, ont, en paroles, dÃ©sapprouvÃ© cette dÃ©cision prise par Samaras, plaidant pour une Ã« solution alternative Ã» : une ERT maintenue, mais Ã« profondÃ©ment restructurÃ©e Ã». Une solution de repli envisagÃ©e trois jours plus tard par Samaras lui-mÃªme : Ã« Engager un petit nombre dâEuros"employÃ©s afin que la diffusion de programmes dâEuros"information puisse reprendre. Ã»

En rÃ©alitÃ©, ils sont tous d'accord, car, en liquidant ERT, le gouvernement Samaras a fait que mettre en oeuvre un projet du gouvernement de Papandriou (Pasok) en 2011, qu'il avait pu appliquer en raison de la rÃ©sistance des organisations syndicales. Ce qui inquiÃ©te les dirigeants du Pasok, dans cette dÃ©cision prise unilatÃ©ralement, est l'explosion sociale qu'elle risque de provoquer. Ainsi, le 12 juin, VÃ©nizelos (Pasok) s'alarme d'une « ambiance de crise politique », appelant Samaras Ã « sauvegarder l'unitÃ© et l'avenir du gouvernement tripartite. »

Vague d'indignation dans la population

VÃ©nizelos a raison de s'inquiÃ©ter. DÃ©s l'annonce de la dÃ©cision, dans la journÃ©e du 11 juin, une vague d'indignation est emparÃ©e du peuple grec. Et lorsque la police a coupÃ© l'Ã©metteur, Ã 23 heures, l'indignation est transformÃ©e en rÃ©volte. Les salariÃ©s d'ERT, avec leur syndicat, ont occupÃ© leurs locaux, tout particuliÃ©rement le siÃ©ge central d'ERT dans la pÃ©riphÃ©rie d'AthÃ¨nes. RÃ©sumant le sentiment gÃ©nÃ©ral, une journaliste dÃ©clare : « Le principal but des salariÃ©s d'ERT est de garder la chaÃ»ne de tÃ©lÃ©vision ouverte, car il s'agit d'une propriÃ©tÃ© publique qui appartient au peuple et pas au gouvernement. » A AthÃ¨nes, c'est par centaines, puis par milliers que les travailleurs ont convergÃ© dÃ©s la fin de la journÃ©e au siÃ©ge d'ERT. Un mouvement largement spontanÃ©, qui se poursuit le lendemain dans des centaines de rassemblements Ã travers toute la GrÃ©ce. Dans un d'eux, un journaliste prend la parole et dÃ©clare : « Samaras est notre Erdogan et il nous faut notre place Taksim. » ERT a brusquement concentrÃ© le rejet des mÃ©morandums de la troÃ»ka. Cette rÃ©volte spontanÃ©e a contraint les dirigeants des principales organisations politiques et syndicales Ã se prononcer. DÃ©s le 11 au soir, le porte-parole de Syriza, Alexis Tsipras, est venu devant les locaux d'ERT apporter son soutien aux salariÃ©s et dÃ©noncer « un coup d'Etat du gouvernement Samaras ».

Cependant, le lendemain 12 juin, Syriza, premier groupe parlementaire d'opposition, avait la possibilitÃ© de dÃ©poser une motion de censure contre le gouvernement, motion de censure qui aurait pu entraÃ»ner le Pasok et Dimar, et faire chuter Samaras.

Au plan syndical, les directions confÃ©dÃ©rales de GSEE et d'ADEDY lancent, le 12 juin, un appel commun Ã la grÃ»ve gÃ©nÃ©rale pour le 13 juin. GrÃ»ve suivie dans de nombreux secteurs, avec manifestations massives. Un tel appel Ã la grÃ»ve interprofessionnelle, aussi limitÃ© soit-il, voit les travailleurs avec leurs organisations occuper Ã nouveau le devant de la scÃ¨ne. En effet, dans les derniers six mois, les principaux mouvements de grÃ»ve ont Ã©tÃ© brisÃ©s par le gouvernement Samaras qui a utilisÃ© la rÃ©quisition : en janvier contre les travailleurs du mÃ©tro, aprÃ©s huit jours de grÃ»ve ; en fÃ©vrier contre les marins, et, il y a tout juste un mois, contre les enseignants, avant mÃªme que la grÃ»ve n'ait lieu. Et cela, sans provoquer de rÃ©actions des directions confÃ©dÃ©rales ! Cependant, le 13 juin au soir, chacun peut constater que, de nouveau, vingt-quatre heures de grÃ»ve n'ont pas suffi Ã faire reculer le gouvernement. Ce qui amÃ¨ne des militants, Ã tous les niveaux, Ã s'interroger. Ainsi, Nikos Fotopoulos, prÃ©sident de GENOP-DEH (Ã©lectriciens), dÃ©clare Ã la rÃ©union extraordinaire du comitÃ© exÃ©cutif de la GSEE, le 13 juin, que « non seulement par solidaritÃ© avec nos collÃ©gues de l'ERT, mais pour tous ceux qui souffrent depuis trois ans des plans de la troÃ»ka, la direction de GSEE doit se prononcer pour la grÃ»ve gÃ©nÃ©rale illimitÃ©e jusqu'Ã la chute de ce gouvernement ».